

LES AVOCATS, LEADERS DES AFFAIRES AU CAMEROUN ET DANS LA CEMAC

Innocent M. Anchang, avocat, D.G de TIAC Yaoundé-Cameroun.

Yaoundé, le 25 avril 2019.

INTRODUCTION

Les opportunités dans la région, associées aux efforts accrus d'intégration et de diversification, ont entraîné la négociation de partenariats («non liés aux ressources»), relatifs aux investissements dans les infrastructures, l'électricité, l'eau et l'agriculture.

Certains pays d'Afrique subsaharienne se sont engagés dans des programmes de développement de 5 à 25 ans dans l'optique de diversifier leurs économies afin de favoriser la stabilité socioéconomique. En raison des difficultés économiques et d'une mauvaise culture de l'épargne, ils ont été incapables de financer ces projets. Au Cameroun l'on a «*Vision 2035*», un vaste programme diversifié.

Les options de financement de projet sont variées. La Banque mondiale, la BAD, l'UE, la Chine et les Gouvernements financent de nombreux projets dans le cadre de partenariats public-privé, de financement par actions et de co-entreprises. Le FMI a accordé des prêts échelonnés, assortis de conditions pouvant être considérées comme écrasantes. «Ils ont créé un comité de suivi pour superviser la mise en œuvre de l'agenda en 21 points. Conformément aux dispositions de l'article 4, le Fonds rencontre les pays membres pour un examen et des recommandations sur la politique fiscale, les recettes, la gestion de la dette extérieure et la discipline économique. Ils ont mis en garde sur l'assouplissement de la politique monétaire, les avances statutaires au gouvernement national et le financement indirect » Un paradigme économique intégré et inclusif pour la région CEMAC et le Cameroun.

Les économies des pays membres étant en croissance, compte tenu de la diversification et de l'intégration régionale, il est nécessaire d'améliorer la gestion de la dette, d'augmenter les emprunts pour accélérer la croissance économique et

non pas de réduire la dette. La région a besoin d'investir davantage dans les infrastructures, l'électricité et le renforcement des capacités, compte tenu de la dynamique actuelle.

Le FMI et les États-Unis mettent en garde contre les emprunts contractés auprès de la Chine, invoquant le manque de transparence quant aux dits emprunts ainsi que les options de remboursement. Une expertise en conseil transactionnel est nécessaire pour inclure le refinancement et la restructuration, en particulier en Afrique centrale.

Une expertise en conseil transactionnel est nécessaire afin d'intégrer le refinancement et la restructuration, en particulier en Afrique centrale.

Un pays comme le Cameroun, doté d'avocats, de comptables et d'experts fiscaux compétents, ne devrait pas s'inquiéter de sa dette envers la Chine, les États-Unis ou le FMI, pour des questions de transparence.

Les conseils et les compétences doivent être axés sur les exigences, obligations et devoirs des parties. Les défaillances actuelles des prêts et la nécessité de restructurer la Turquie et le Mozambique soulignent le fait que cette question pourrait ne pas être spécifique à l'Afrique centrale.

La croissance des immobilisations pour les IFD appartenant à des Africains (Afreximbank et BAD) est en augmentation. Les intérêts sur les prêts sont payés par des Africains à des banques à participation majoritaire africaine. Un crédit renouvelable de 100 millions d'euros accordé à Mota-Engil Africa par Afreximbank pour améliorer le commerce et l'intégration régional est encourageant. L'endettement n'est pas une mauvaise chose, surtout compte tenu du potentiel de la région.

La ZLECA, après la ratification de la Gambie en avril 2019, devrait débiter. Il permettra aux biens et aux services de circuler sur un marché de 1,2 milliard d'ici 2030. Les avocats, en tant que chefs d'entreprise, informeront sur les exigences des organismes de réglementation et du gouvernement à l'intention des investisseurs et des entreprises. Les informations émanant des pouvoirs publics ou des organismes de réglementation répondent à l'enquête la plus élémentaire, insuffisante pour orienter les régimes juridiques dans certains secteurs.

TIAC a traité de la thématique «l'engagement constructif» et de son impact direct sur les prêts pour le développement des infrastructures, afin de permettre aux PME et au secteur agroalimentaire de se développer. Nous avons observé des cas où des entreprises disposant de vastes portefeuilles d'investissements ont été forcées de partir en raison de problèmes aussi fondamentaux que les licences et les permis inappropriés ; Ce qui dans une plate-forme juridique, est un non-partant.

À mesure que le Cameroun innove et se diversifie, certains secteurs vont faire un bond en avant en raison de la modification des politiques gouvernementales et du progrès technologique. Le MinPostel, travaille sur une large bande plus rapide et abordable. (Brésil et CEMAC). L'Internet facilite la communication et améliore les services. Les entreprises apportent de la valeur ajoutée et une économie d'échelle. Le gouvernement réglemente et assiste le Ministère du Commerce en matière de stabilisation des prix; Les PME reçoivent le soutien du Gouvernement pour développer une économie locale, améliorer les exportations régionales et s'étendre aux marchés mondiaux.

Les TIC ont perturbé le secteur bancaire grâce aux systèmes de paiement mobile et de paiement de factures. Les entreprises de téléphonie mobile, en réponse aux frictions, fournissent des services financiers abordables et qui permettent de gagner du temps. Les modules précédents, par le biais des banques et autres institutions financières, étaient fastidieux. Certaines banques offrent des services en ligne innovants et compétitifs, par l'intermédiaire de tiers. La banque SGBC, au Cameroun avec YUP, fournit des services financiers, des transferts d'argent sur les réseaux de téléphonie mobile. La banque WEMA au Nigéria, via une solution mobile numérique ALAT, fait la promotion de produits bancaires via un tiers afin d'éviter les *hubris* réglementaires. L'innovation dans le secteur bancaire par le biais des TIC apportera des solutions là où des frictions ont été identifiées.

Le Cameroun a une longue frontière commune avec le Nigéria, et les relations commerciales entre les deux pays sont excellentes et constituent un pôle économique (lire l'article: Un paradigme économique intégré et inclusif pour la région CEMAC et le Cameroun, Innocent M. Anchang, avocat, Directeur Général de TIAC Yaoundé-Cameroun) offrira aux pays membres de la CEMAC un accès à un marché de 400 millions de dollars dans la région de la CEDEAO. Le corridor

Abidjan - Lagos est une autoroute à six voies transitant par au moins cinq pays et ayant trois monnaies différentes (Lagos-Bénin-Lomé-Accra et Abidjan).

Les tendances seront identifiées et les opportunités analysées avec expertise pour obtenir des résultats positifs et rentables dans différents secteurs. Il y aura des fusions et acquisitions dans les pays OHADA et non OHADA. Compte tenu de la taille de ce nouveau marché, le Cameroun, en tant que point d'entrée, devrait attirer du capital-risque, du capital-investissement, des fonds souverains et des fonds de pension.

Les avocats d'affaires de la région identifieront et proposeront des solutions en cas de frictions. La plupart du temps, les projets d'ententes insistant sur des termes spécifiques pour répondre aux préoccupations des actionnaires, à la diligence raisonnable et à la conformité sont établis dans les projets d'accord par des juristes et des avocats. Cela ne suffit pas car dans chaque secteur; énergie, télécommunications et infrastructures, le rôle du Gouvernement est important, en particulier en Afrique centrale.

La plupart du temps, les organismes de réglementation et le Gouvernement ne suivront pas les directives basées sur les régimes américains ou européens et autoriseront des modifications susceptibles de ne pas affecter l'interprétation ou l'application de certaines exigences de l'accord. Les mémorandums d'entente devraient en faire l'expérience, plutôt que d'insister sur des langues seulement.

La Chine et les pays qui ont compris cela travaillent dans le cadre de lois non contraignantes et d'un contexte plus large pour satisfaire aux régimes juridiques locaux et signent des accords légaux et applicables avec les Gouvernements. Certains représentants du Gouvernement ont mentionné une préférence pour les entreprises chinoises.

Les entreprises américaines et britanniques, en particulier, doivent ouvrir des secrétariats d'entreprises de marques ou locales pour gérer leurs activités au Cameroun et dans la région. Cela est moins coûteux et permet des relations personnelles et de confiance avec moins de frais généraux. Les États-Unis et le Royaume-Uni sont perçus par certains acteurs locaux comme trop sophistiqués et trop exigeants ; ce qui n'est pas le cas avec la Chine.

La *RSE* doit être considérée comme inclusive pour neutraliser la notion d'exploitation. Cela préservera les marques et protégera l'image de marque de l'entreprise en période de transition. Certains ont qualifié la France et la Chine, malgré leurs investissements dans le pays, d'impérialistes ou de colonialistes. Les pays africains riches en ressources ont opté pour des dispositions sur le contenu local dans leurs codes minier et pétrolier. Les dispositions relatives à la RSE ou au contenu local doivent avoir pour objectif principal de donner aux entreprises une apparence juste et participative.

On ne peut nier la complexité des affaires dans la région. Toutefois, dans la plupart des cas, le coût des services de conseil juridique est inférieur à celui d'un litige complexe dans des systèmes judiciaires fragiles.

On ne peut nier la complexité des affaires dans la région. Toutefois, dans la plupart des cas, le coût des services de conseil juridique est inférieur à celui d'un litige complexe dans des systèmes judiciaires fragiles.

Les contentieux et le besoin croissant de tribunaux pour le règlement des litiges mettent en lumière le manque de contrats bien rédigés dont les grandes entreprises ont été victimes.

Une confiance excessive dans la même construction, avec des pratiques banales, a conduit à des négociations commerciales non intentionnelles et préjudiciables. Cela pourrait être amélioré ou évité par le biais de consultants locaux, travaillant en collaboration avec des agences gouvernementales et des entrepreneurs, à l'intérieur d'un système juridique.

Les transactions transfrontalières requièrent une expertise approfondie en matière de droit commercial, de financement de projet, etc. Le concept de risque négatif au Cameroun et dans la région est en cours de catalogage et est remplacé par une sensibilisation aux risques et une atténuation des risques.

Le concept de risque zéro au Cameroun et dans la région est en cours de catalogage et est remplacé par une sensibilisation aux risques et une atténuation des risques.

Ainsi définis, les avocats de la région ont un rôle important à jouer en tant que chefs d'entreprise dans le contexte de la diversification, de l'innovation et de la transformation économique.

Le déni de responsabilité, les erreurs d'orthographe ou d'interprétation erronées ne sont pas intentionnels et TIAC est prêt à corriger et à s'adapter pour refléter l'intention initiale.

Innocent Manigha Anchang (J.D) est un avocat formé aux États-Unis et diplômé de la Thurgood Marshall School of Law de Houston, au Texas. Il est admis au barreau du Cameroun et est le Directeur Général *de Trade and Investment Assistance Center (TIAC)* à Yaoundé au Cameroun. Il est membre de la Chambre de commerce américaine du Cameroun (AMCHAM) et de la Chambre de commerce africaine (CAC). Il entreprendra une série d'articles de fond pour discuter des possibilités d'investissement, des réalités, des attentes et des défis au Cameroun, aux États-Unis, en Afrique et Afrique subsaharienne plus particulièrement.

TIAC est une plate-forme juridique pour les entreprises, qui conseille les gouvernements et le secteur privé sur la base de politiques et basée sur des données relatives à la transformation économique du Cameroun et de la sous-région CEMAC. C'est un cabinet de conseil juridique adapté aux entreprises prospères.